

Royal Canadian Gendarmerie royale Mounted Police du Canada

#### RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS A :

RCMP/GRC Kaleigh Lafontaine Procurement and Contracting Services, M1, Mailstop #15 73 Leikin Drive Ottawa, ON K1A 0R2

# REQUEST FOR PROPOSAL

# DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal to: Royal Canadian Mounted Police

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux : Gendarmerie royale du Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux appendices ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments: - Commentaries :

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Title - Sujet Design, Maintenance and Classroom Intelligence       Date May 30, 2018         Solicitation OPIne Open Source 201800940       Solicitation 201800940         Solicitation Reference No No. De Référence du Client 201800940       EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         Solicitation Closes - L'invitation pront fin 201800940       EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         At /à :       2 :00 pm       EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         On / le :       July 9, 2018       Duty - Droits See herein - Voir aux présentes         Delivery - Livraison See herein - Voir aux présentes       See herein - Voir aux présentes       Duty - Droits See herein - Voir aux présentes         Destination - Goods and Services - Destinations See herein - Voir aux présentes       See herein - Voir aux présentes       See herein - Voir aux présentes         Address Induities to - Adresser toute demande de renseignement Officer       Facsimile No No. de télécopieur 613-843-3800       No No. de télécopieur 613-843-380         Delivery Required - Livraison exigée See herein - Voir aux présentes       Delivery Offered - Livraison sociale, adresse et représentant de of person autorized as and Neuerrise as and Regenerative - No. de télécopieur clivraison outrisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur cuberise ou érisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur cuberise ou érisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur cuberise ou érisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur du ériser signer au nom <th></th> <th></th> <th></th> <th></th> <th></th> <th></th>											
201800940         Client Reference No No. De Référence du Client 201800940         Solicitation Closes – L'invitation prend fin         At /à :       2 :00 pm       EST (Eastem Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         On / le :       July 9, 2018       EST (Eastem Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         Delivery - Livraison See herein — Voir aux présentes       Taxes - Taxes See herein — Voir aux présentes       Duty – Droits See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services – Destinations See herein — Voir aux présentes       See herein — Voir aux présentes       Duty – Droits See herein — Voir aux présentes         Address Inquiries to – Adresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:       Facsimile No. – No. de télécopieur         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Mame and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	Design, M training or	laintenance an n Online Open									
201800940         Solicitation Closes - L'invitation prend fin         At /à:       2:00 pm       EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         On / le:       July 9, 2018       Duty - Droits See herein — Voir aux présentes       Duty - Droits See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services - Destinations See herein — Voir aux présentes       Duty - Droits See herein — Voir aux présentes         Instructions See herein — Voir aux présentes       Juty - Droits See herein — Voir aux présentes         Address Inquiries to – Adresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)											
At /à :       2 :00 pm       EST (Eastern Standard Time) HNE (heure normale de l'Est)         On / le :       July 9, 2018         Delivery - Livraison See herein — Voir aux présentes       Taxes - Taxes See herein — Voir aux présentes       Duty – Droits See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services - Destinations des biens et services       See herein — Voir aux présentes       Duty – Droits See herein — Voir aux présentes         Instructions See herein — Voir aux présentes       Address Inquiries to – Addresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone 613-825-0082       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)											
At 7a :       2 :00 pm       HNE (heure normale de l'Est)         On / le :       July 9, 2018         Delivery - Livraison See herein — Voir aux présentes       Taxes - Taxes See herein — Voir aux présentes       Duty – Droits See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services – Destinations See herein — Voir aux présentes       Destinations et services         See herein — Voir aux présentes       Instructions         See herein — Voir aux présentes       Address Inquiries to – Adresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone 613-843-3800       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-843-3800         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	Solicitatio	n Closes – L'in	vitation pro	end fin							
Delivery - Livraison See herein — Voir aux présentes       Taxes - Taxes See herein — Voir aux présentes       Duty - Droits See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services – Destinations of Boods and Services – Destinations       See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services – Destinations des biens et services       See herein — Voir aux présentes         Instructions See herein — Voir aux présentes       Address Inquiries to – Adresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone 613-843-3800       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-843-3800         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (tarer ou écrire en caractères d'imprimerie)	At /à :	2 :00 pm									
See herein — Voir aux présentes       See herein — Voir aux présentes       See herein — Voir aux présentes         Destination of Goods and Services – Destinations des biens et services       See herein — Voir aux présentes         Instructions See herein — Voir aux présentes       Address lnquiries to – Addresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone 613-843-3800       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	On / le :	July 9, 2018									
services       See herein — Voir aux présentes         Instructions       See herein — Voir aux présentes         Address Inquiries to –       Addresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-843-3800         Delivery Required –       Livraison exigée         See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered –         Livraison exigée       Livraison proposée         See herein — Voir aux présentes       Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	See herein		See herei	n — Voir		See herein — Voir aux					
See herein — Voir aux présentes         Addresse Inquiries to –         Addresser toute demande de renseignements à         Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         613-843-3800       Facsimile No. – No. de télécopieur         Delivery Required –       Delivery Offered –         Livraison exigée       Delivery Offered –         See herein — Voir aux présentes       Delivery offered –         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm       Vendor/Firm         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm       type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom         du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères       d'imprimerie)	services			– Destina	ation	s des biens et					
Adresser toute demande de renseignements à Kaleigh Lafontaine, Procurement Officer         Telephone No. – No. de téléphone 613-843-3800       Facsimile No. – No. de télécopieur 613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)			sentes								
613-843-3800       613-825-0082         Delivery Required – Livraison exigée See herein — Voir aux présentes       Delivery Offered – Livraison proposée         Vendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	Adresser t	oute demande			à						
Livraison exigée See herein — Voir aux présentesLivraison proposéeVendor/Firm Name, Address and Representative – Raison sociale, adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:Telephone No. – No. de téléphoneFacsimile No. – No. de télécopieurName and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)			éléphone			-					
adresse et représentant du fournisseur/de l'entrepreneur:         Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur         Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	Livraison	exigée	sentes								
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)											
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)											
(type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	Telephone No. – No. de téléphone       Facsimile No. – No. de télécopieur										
Signature Date	(type or print) – Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères										
	Signature			Date							



# TABLE OF CONTENTS

#### PART 1 - GENERAL INFORMATION

- 1.1. Introduction
- 1.2. Summary
- 1.3. Debriefings
- 1.4. Procurement Ombudsman

# PART 2 - BIDDER INSTRUCTIONS

- 2.1. Standard Instructions, Clauses and Conditions
- 2.2. Submission of Bids
- 2.3. Enquiries Bid Solicitation
- 2.4. Applicable Laws
- 2.5. Promotion of Direct Deposit Initiative

# PART 3 - BID PREPARATION INSTRUCTIONS

3.1 Bid Preparation Instructions

# PART 4 - EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

- 4.1. Evaluation Procedures
- 4.2. Basis of Selection

# PART 5 – CERTIFICATIONS AND ADDITIONAL INFORMATION

5.1. Certifications Required Precedent to Contract Award

#### PART 6 - SECURITY

6.1. Security Requirement

# PART 7 - RESULTING CONTRACT CLAUSES

- 7.1. Statement of Work
- 7.2. Standard Clauses and Conditions
- 7.3. Security Requirement
- 7.4. Term of Contract
- 7.5. Authorities
- 7.6. Proactive Disclosure of Contracts with Former Public Servants
- 7.7. Payment
- 7.8. Invoicing Instructions
- 7.9. Certifications
- 7.10. Applicable Laws
- 7.11. Priority of Documents
- 7.12. Procurement Ombudsman
- 7.13. Foreign Nationals (Canadian Contractor) (*if applicable*)
- 7.14. Insurance

# List of Annexes:

Annex **A** Statement of Work



Annex BBasis of PaymentAnnex CSecurity Requirements Check ListAnnex DMandatory and Point Rated Evaluation Criteria



## PART 1 - GENERAL INFORMATION

#### 1.1 Introduction

The bid solicitation is divided into seven parts plus attachments and annexes, as follows:

- Part 1 General Information: provides a general description of the requirement;
- Part 2 Bidder Instructions: provides the instructions, clauses and conditions applicable to the bid solicitation;
- Part 3 Bid Preparation Instructions: provides bidders with instructions on how to prepare their bid;
- Part 4 Evaluation Procedures and Basis of Selection: indicates how the evaluation will be conducted, the evaluation criteria that must be addressed in the bid, and the basis of selection;
- Part 5 Certifications and Additional Information: includes the certifications and additional information to be provided;
- Part 6 Security, Financial and Other Requirements: includes specific requirements that must be addressed by bidders; and
- Part 7 Resulting Contract Clauses: includes the clauses and conditions that will apply to any resulting contract.

The Annexes include the Statement of Work, the Basis of Payment, and the Security Requirements Checklist.

#### 1.2 Summary

- 1.2.1 The Royal Canadian Mounted Police requires the services of a contractor to provide facilitation and delivery services for learning activities in the area of Online Open Source Information Gathering. The contract will be for a period of 1 (one) year plus 2 (two) additional 1 (one) year option periods.
- 1.2.2 "There are security requirements associated with this requirement. For additional information, consult Part 6 Security, Financial and Other Requirements, and Part 7 Resulting Contract Clauses. For more information on personnel and organization security screening or security clauses, bidders should refer to the <u>Industrial Security Program (ISP)</u> of Public Works and Government Services Canada (http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-eng.html) website. Please note, the above website is specific to PWGSC requirements and processes may differ from RCMP requirements."
- 1.2.3 "The requirement is subject to the provisions of the North American Free Trade Agreement (NAFTA), and the Canadian Free Trade Agreement (CFTA)."

#### 1.3 Debriefings

Bidders may request a debriefing on the results of the bid solicitation process. Bidders should make the request to the Contracting Authority within 15 working days from receipt of the results of the bid solicitation process. The debriefing may be in writing, by telephone or in person.

#### 1.4 Procurement Ombudsman

The Office of the Procurement Ombudsman (OPO) was established by the Government of Canada to provide an independent avenue for suppliers to raise complaints regarding the award of contracts under



\$25,000 for goods and under \$100,000 for services. You have the option of raising issues or concerns regarding the solicitation, or the award resulting from it, with the OPO by contacting them by telephone at 1-866-734-5169 or by e-mail at <u>boa-opo@boa-opo.gc.ca</u>. You can also obtain more information on the OPO services available to you at their website at <u>www.opo-boa.gc.ca</u>.



# PART 2 - BIDDER INSTRUCTIONS

#### 2.1 Standard Instructions, Clauses and Conditions

All instructions, clauses and conditions identified in the bid solicitation by number, date and title are set out in the <u>Standard Acquisition Clauses and Conditions Manual</u> (https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual) issued by Public Works and Government Services Canada.

Revision to Departmental Name: As this solicitation is issued by Royal Canadian Mounted Police (RCMP), any reference to Public Works and Government Services Canada or PWGSC or its Minister contained in any term, condition or clause of this solicitation, including any individual SACC clauses incorporated by reference, will be interpreted as reference to RCMP or its Minister.

Bidders who submit a bid agree to be bound by the instructions, clauses and conditions of the bid solicitation and accept the clauses and conditions of the resulting contract.

The 2003 (2017-04-27) Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, are incorporated by reference into and form part of the bid solicitation.

Subsection 5.4 of 2003, Standard Instructions - Goods or Services - Competitive Requirements, is amended as follows:

Delete: 60 days Insert: 180 days

#### 2.2 Submission of Bids

Bids must be submitted only to RCMP Bid Receiving Unit by the date, time and place indicated on page 1 of the bid solicitation.

Due to the nature of the bid solicitation, bids transmitted by facsimile or email to RCMP will not be accepted.

#### 2.3 Enquiries - Bid Solicitation

All enquiries must be submitted in writing to the Contracting Authority no later than 5 calendar days before the bid closing date. Enquiries received after that time may not be answered.

Bidders should reference as accurately as possible the numbered item of the bid solicitation to which the enquiry relates. Care should be taken by bidders to explain each question in sufficient detail in order to enable Canada to provide an accurate answer. Technical enquiries that are of a proprietary nature must be clearly marked "proprietary" at each relevant item. Items identified as "proprietary" will be treated as such except where Canada determines that the enquiry is not of a proprietary nature. Canada may edit the question(s) or may request that the Bidder do so, so that the proprietary nature of the question(s) is eliminated and the enquiry can be answered to all bidders. Enquiries not submitted in a form that can be distributed to all bidders may not be answered by Canada.



# 2.4 Applicable Laws

Any resulting contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in Ontario.

Bidders may, at their discretion, substitute the applicable laws of a Canadian province or territory of their choice without affecting the validity of their bid, by deleting the name of the Canadian province or territory specified and inserting the name of the Canadian province or territory of their choice. If no change is made, it acknowledges that the applicable laws specified are acceptable to the bidders.

#### 2.5 **Promotion of Direct Deposit Initiative**

The following information is not related to the solicitation process:

An initiative within the Government of Canada called the Cheque Standardization Project has been established whereby eventually for all payments, cheque stubs will no longer be printed and, with few exceptions, will be processed via direct deposit. This option is only available when payment is made in Canadian dollars for deposit into a Canadian bank account. In an attempt to be proactive, RCMP Corporate Accounting is promoting the registration of RCMP suppliers for the upcoming change in the payment process.

If you are the successful bidder on this or any other RCMP requirement, you are encouraged to register with the RCMP for direct deposit. Please contact RCMP Corporate Accounting by email to receive a form entitled *Recipient Electronic Payment Registration Request* along with instructions for completion of the form.

Should you have any questions regarding the Cheque Standardization Project or if you want to register, please contact the following email: <u>corporate\_accounting@rcmp-grc.gc.ca</u>



# PART 3 - BID PREPARATION INSTRUCTIONS

# 3.1 Bid Preparation Instructions

Canada requests that bidders provide their bid in separately bound sections as follows:

Section I: Technical Bid (3 hard copies)

Section II: Financial Bid (1 hard copy)

Section III: Certifications (1 hard copy)

Prices must appear in the financial bid only. No prices must be indicated in any other section of the bid.

Canada requests that bidders follow the format instructions described below in the preparation of their bid:

(a) use 8.5 x 11 inch (216 mm x 279 mm) paper;

(b) use a numbering system that corresponds to the bid solicitation.

In April 2006, Canada issued a policy directing federal departments and agencies to take the necessary steps to incorporate environmental considerations into the procurement process <u>Policy on Green</u> <u>Procurement</u> (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-eng.html). To assist Canada in reaching its objectives, bidders should:

- 1) use 8.5 x 11 inch (216 mm x 279 mm) paper containing fibre certified as originating from a sustainably-managed forest and containing minimum 30% recycled content; and
- use an environmentally-preferable format including black and white printing instead of colour printing, printing double sided/duplex, using staples or clips instead of cerlox, duotangs or binders.

#### Section I: Technical Bid

In their technical bid, bidders should demonstrate their understanding of the requirements contained in the bid solicitation and explain how they will meet these requirements. Bidders should demonstrate their capability in a thorough, concise and clear manner for carrying out the work.

The technical bid should address clearly and in sufficient depth the points that are subject to the evaluation criteria against which the bid will be evaluated. Simply repeating the statement contained in the bid solicitation is not sufficient. In order to facilitate the evaluation of the bid, Canada requests that bidders address and present topics in the order of the evaluation criteria under the same headings. To avoid duplication, bidders may refer to different sections of their bids by identifying the specific paragraph and page number where the subject topic has already been addressed.

#### Section II: Financial Bid

**3.1.1** Bidders must submit their financial bid in accordance with the "Basis of Payment in Annex "B"). The total amount of Applicable Taxes must be shown separately.

#### 3.1.2 Exchange Rate Fluctuation

The requirement does not offer exchange rate fluctuation risk mitigation. Requests for exchange rate fluctuation risk mitigation will not be considered. All bids including such provision will render the bid non-responsive.



#### Section III: Certifications

Bidders must submit the certifications and additional information required under Part 5.



## PART 4 - EVALUATION PROCEDURES AND BASIS OF SELECTION

#### 4.1 Evaluation Procedures

- (a) Bids will be assessed in accordance with the entire requirement of the bid solicitation including the technical and financial evaluation criteria.
- (b) An evaluation team composed of representatives of Canada will evaluate the bids.

#### 4.1.1 Technical Evaluation

Mandatory and point rated technical evaluation criteria are included in Annex D.

#### 4.1.2 Financial Evaluation

#### 4.1.2.1 Mandatory Financial Criteria

The price of the bid will be evaluated in Canadian dollars, Applicable Taxes excluded, FOB destination, Canadian customs duties and excise taxes included.

#### 4.2 Basis of Selection

#### 4.2.1 Basis of Selection – Highest Combined Rating of Technical Merit and Price

- a. To be declared responsive, a bid must:
  - i. comply with all the requirements of the bid solicitation;
  - ii. meet all mandatory criteria; and
  - iii. obtain the required minimum percentage score of **(70%)** per resource evaluated for the technical evaluation criteria which are subject to point rating. The rating is performed on a scale of **82** points.
- b. Bids not meeting (i) or (ii) or (iii) will be declared non-responsive.
- c. The selection will be based on the highest responsive combined rating of technical merit and price. The ratio will be 70% for the technical merit and 30% for the price.
- d. To establish the technical merit score, the overall technical score for each responsive bid will be determined as follows: total number of points obtained / maximum number of points available multiplied by the ratio of 70%.
- e. To establish the pricing score, each responsive bid will be prorated against the lowest evaluated responsive price and the ratio of 30%.
- f. For each responsive bid, the technical merit score and the pricing score will be added to determine its combined rating.
- g. Neither the responsive bid obtaining the highest technical score nor the one with the lowest evaluated price will necessarily be accepted. The responsive bid with the highest combined rating of technical merit and price will be recommended for award of a contract.



h. The table below illustrates an example where all three bids are responsive and the selection of the contractor is determined by a 70/30 ratio of technical merit and price, respectively. The total available points equal 100 and the lowest evaluated price is \$50,000 (50).

Highest Combined Rating Technical Merit (70%) and Price (30%)								
Calculation	Technical Points	Technical Points Price Points						
Bidder 1 - Tech = 88/100 - Price = \$60,000	<u>88 x 70</u> = 61.6 *100	$\frac{***50 \times 30}{**60} = 25$	86.6					
Bidder 2 - Tech = 82/100 - Price = \$55,000	<u>82 x 70</u> = 57.4 100	<u>50 x 30</u> = 27.27 55	84.67					
Bidder 3 - Tech = 76/100 - Price = \$50,000	<u>76 x 70</u> = 53.2 100	$\frac{50 \times 30}{50} = 30$	83.2					

#### \* Maximum Technical Points

- \*\* Bidder's Price Proposal
- \*\*\* Lowest Priced Proposal

In this example **Bidder 1** would be recommended for Contract award.

- i. In the event that there are two (2) or more responsive proposals with identical overall scores at the end of the evaluation, the Proposal with the highest technical merit will be recommended for contract award
- j. Bidders should note that all contract awards are subject to Canada's internal approvals process, which includes a requirement to approve funding in the amount of any proposed contract. Despite the fact that the Bidder may have been recommended for contract award, a contract will only be awarded if internal approval is granted according to Canada's internal policies. If approval is not granted, no contract will be awarded.



# PART 5 - CERTIFICATIONS

Bidders must provide the required certifications and associated information to be awarded a contract.

The certifications provided by Bidders to Canada are subject to verification by Canada at all times. Unless specified otherwise, Canada will declare a bid non-responsive, or will declare a contractor in default if any certification made by the Bidder is found to be untrue, whether made knowingly or unknowingly, during the bid evaluation period or during the contract period.

The Contracting Authority will have the right to ask for additional information to verify the Bidder's certifications. Failure to comply and to cooperate with any request or requirement imposed by the Contracting Authority will render the bid non-responsive or constitute a default under the Contract.

## 5.1 Certifications Precedent to Contract Award and Additional Information

The certifications and additional information listed below should be submitted with the bid but may be submitted afterwards. If any of these required certifications or additional information is not completed and submitted as requested, the Contracting Authority will inform the Bidder of a time frame within which to provide the information. Failure to provide the certifications or the additional information listed below within the time frame specified will render the bid non-responsive.

## 5.1.1 Integrity Provisions

In accordance with the <u>Ineligibility and Suspension Policy</u> (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politiquepolicy-eng.html), the Bidder must provide the required documentation, as applicable, to be given further consideration in the procurement process:

- Declaration of Convicted Offences (as applicable)
- Required Documentation

# 5.1.2 Federal Contractors Program for Employment Equity - Bid Certification

By submitting a bid, the Bidder certifies that the Bidder, and any of the Bidder's members if the Bidder is a Joint Venture, is not named on the Federal Contractors Program (FCP) for employment equity "FCP Limited Eligibility to Bid" list available at the bottom of the page of the <u>Employment and Social</u> <u>Development Canada (ESDC) - Labour's</u> website (http://www.esdc.gc.ca/en/jobs/workplace/human rights/employment equity/federal contractor program.

(http://www.esdc.gc.ca/en/jobs/workplace/human\_rights/employment\_equity/federal\_contractor\_program. page?&\_ga=1.229006812.1158694905.1413548969#afed).

Canada will have the right to declare a bid non-responsive if the Bidder, or any member of the Bidder if the Bidder is a Joint Venture, appears on the "FCP Limited Eligibility to Bid" list at the time of contract award.

#### 5.1.3.1 Former Public Servant

Contracts awarded to former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny, and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts awarded to FPSs, bidders must provide the information required below before contract award. If the answer to the questions and, as applicable the information required have not been received by the time the evaluation of bids is completed, Canada will inform the Bidder of a time frame within which to provide the information. Failure to comply with Canada's request and meet the requirement within the prescribed time frame will render the bid non-responsive.



## Definitions

For the purposes of this clause,"former public servant" is any former member of a department as defined in the *Financial Administration Act*, R.S., 1985, c. F-11, a former member of the Canadian Armed Forces or a former member of the Royal Canadian Mounted Police. A former public servant may be:

- a. an individual;
- b. an individual who has incorporated;
- c. a partnership made of former public servants; or
- d. a sole proprietorship or entity where the affected individual has a controlling or major interest in the entity.

"lump sum payment period" means the period measured in weeks of salary, for which payment has been made to facilitate the transition to retirement or to other employment as a result of the implementation of various programs to reduce the size of the Public Service. The lump sum payment period does not include the period of severance pay, which is measured in a like manner.

"pension" means a pension or annual allowance paid under the <u>Public Service Superannuation Act</u> (PSSA), R.S., 1985, c. P-36, and any increases paid pursuant to the <u>Supplementary Retirement</u> <u>Benefits Act</u>, R.S., 1985, c. S-24 as it affects the PSSA. It does not include pensions payable pursuant to the <u>Canadian Forces Superannuation Act</u>, R.S., 1985, c. C-17, the <u>Defence Services Pension</u> <u>Continuation Act</u>, 1970, c. D-3, the <u>Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act</u>, 1970, c. R-10, and the <u>Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act</u>, R.S., 1985, c. R-11, the <u>Members of Parliament Retiring Allowances Act</u>, R.S., 1985, c. M-5, and that portion of pension payable to the <u>Canada Pension Plan Act</u>, R.S., 1985, c. C-8.

# Former Public Servant in Receipt of a Pension

As per the above definitions, is the Bidder a FPS in receipt of a pension? Yes () No ()

If so, the Bidder must provide the following information, for all FPSs in receipt of a pension, as applicable:

- a. name of former public servant;
- b. date of termination of employment or retirement from the Public Service.

By providing this information, Bidders agree that the successful Bidder's status, with respect to being a former public servant in receipt of a pension, will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports in accordance with <u>Contracting Policy Notice: 2012-2</u> and the <u>Guidelines on the Proactive Disclosure of Contracts</u>.

#### Work Force Adjustment Directive

Is the Bidder a FPS who received a lump sum payment pursuant to the terms of the Work Force Adjustment Directive? **Yes** () **No** ()

If so, the Bidder must provide the following information:



- a. name of former public servant;
- b. conditions of the lump sum payment incentive;
- c. date of termination of employment;
- d. amount of lump sum payment;
- e. rate of pay on which lump sum payment is based;
- f. period of lump sum payment including start date, end date and number of weeks;
- g. number and amount (professional fees) of other contracts subject to the restrictions of a work force adjustment program.

For all contracts awarded during the lump sum payment period, the total amount of fees that may be paid to a FPS who received a lump sum payment is \$5,000, including Applicable Taxes.

## 5.1.3.3 Status and Availability of Resources

The Bidder certifies that, should it be awarded a contract as a result of the bid solicitation, every individual proposed in its bid will be available to perform the Work as required by Canada's representatives and at the time specified in the bid solicitation or agreed to with Canada's representatives. If for reasons beyond its control, the Bidder is unable to provide the services of an individual named in its bid, the Bidder may propose a substitute with similar qualifications and experience. The Bidder must advise the Contracting Authority of the reason for the substitution and provide the name, qualifications and experience of the proposed replacement. For the purposes of this clause, only the following reasons will be considered as beyond the control of the Bidder: death, sickness, maternity and parental leave, retirement, resignation, dismissal for cause or termination of an agreement for default.

If the Bidder has proposed any individual who is not an employee of the Bidder, the Bidder certifies that it has the permission from that individual to propose his/her services in relation to the Work to be performed and to submit his/her résumé to Canada. The Bidder must, upon request from the Contracting Authority, provide a written confirmation, signed by the individual, of the permission given to the Bidder and of his/her availability. Failure to comply with the request may result in the bid being declared non-responsive.

#### 5.1.3.5 Education and Experience

Compliance with the certifications provided by the Contractor in its bid is a condition of the Contract and subject to verification by Canada during the term of the Contract. If the Contractor does not comply with any certification or it is determined that any certification made by the Contractor in its bid is untrue, whether made knowingly or unknowingly, Canada has the right, pursuant to the default provision of the Contract, to terminate the Contract for default.



#### PART 6 - SECURITY

#### 6.1 Security Requirements

- 1. Before award of a contract, the following conditions must be met:
  - the Bidder's proposed individuals requiring access to classified or protected information, assets or sensitive work site(s) must meet the security requirements as indicated in Part
     7 Resulting Contract Clauses;
  - (b) the Bidder must provide the name of all individuals who will require access to classified or protected information, assets or sensitive work sites;
- 2. Bidders are reminded to obtain the required security clearance promptly. Any delay in the award of a contract to allow the successful bidder to obtain the required clearance will be at the entire discretion of the Contracting Authority.
- 3. For additional information on security requirements, bidders should refer to the <u>Industrial Security</u> <u>Program (ISP)</u> of Public Works and Government Services Canada (http://ssi-iss.tpsgcpwgsc.gc.ca/index-eng.html) website. Please note, the above website is specific to PWGSC requirements and processes may differ from RCMP requirements.



# PART 7 - RESULTING CONTRACT CLAUSES

The following clauses and conditions apply to and form part of any contract resulting from the bid solicitation.

# 7.1 Statement of Work

The Contractor must perform the Work in accordance with the Statement of Work at Annex "A".

## 7.2 Standard Clauses and Conditions

All clauses and conditions identified in the Contract by number, date and title are set out in the <u>Standard</u> <u>Acquisition Clauses and Conditions Manual</u>(https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standardacquisition-clauses-and-conditions-manual) issued by Public Works and Government Services Canada.

Revision to Departmental Name: As this contract is issued by Royal Canadian Mounted Police (RCMP), any reference to Public Works and Government Services Canada or PWGSC or its Minister contained in any term, condition or clause of this contract, including any individual SACC clauses incorporated by reference, will be interpreted as reference to RCMP or its Minister.

## 7.2.1 General Conditions

2035 (2016-04-04), General Conditions - Higher Complexity - Services, apply to and form part of the Contract.

#### 7.3 Security Requirements

- **7.3.1** The following security requirements (*SRCL and related clauses deleted*) apply and form part of the Contract.
- **7.3.1.1** The Company Security Officer (CSO) must ensure through the RCMP Departmental Security Branch (DSB) or the RCMP Regional Departmental Security Sections (RDSS) that the Contractor and individual(s) hold a valid security clearance at the required level.

#### 7.4 Term of Contract

#### 7.4.1 Period of the Contract

The period of the contract is from the date of contract award to July 31, 2019.

#### 7.4.3 Option to Extend the Contract

The Contractor grants to Canada the irrevocable option to extend the term of the Contract by up to two additional one year period(s) under the same conditions. The Contractor agrees that, during the extended period of the Contract, it will be paid in accordance with the applicable provisions as set out in the Basis of Payment.

Canada may exercise this option at any time by sending a written notice to the Contractor at least 30 calendar days before the expiry date of the Contract. The option may only be exercised by the Contracting Authority, and will be evidenced for administrative purposes only, through a contract amendment.



# 7.5 Authorities

#### 7.5.1 Contracting Authority

The Contracting Authority for the Contract is:

Name: Kaleigh Lafontaine Title: Procurement Officer Royal Canadian Mounted Police Directorate: Assets and Procurement Branch Address: 73 Leikin Drive, Ottawa, ON K1A 0R2 M1 – 4<sup>th</sup> Floor, Mailstop #15

Telephone: 613-843-3800 Facsimile: 613-825-0082 E-mail address: <u>kaleigh.lafontaine@rcmp-grc.gc.ca</u>

The Contracting Authority is responsible for the management of the Contract and any changes to the Contract must be authorized in writing by the Contracting Authority. The Contractor must not perform work in excess of or outside the scope of the Contract based on verbal or written requests or instructions from anybody other than the Contracting Authority.

## 7.5.2 Project Authority (to be provided at contract award)

The Project Authority for the Contract is:

Name:	
Title:	
Organization:	
Address:	

The Project Authority is the representative of the department or agency for whom the Work is being carried out under the Contract and is responsible for all matters concerning the technical content of the Work under the Contract. Technical matters may be discussed with the Project Authority; however, the Project Authority has no authority to authorize changes to the scope of the Work. Changes to the scope of the Work can only be made through a contract amendment issued by the Contracting Authority.

#### 7.5.3 Contractor's Representative (to be provided at contract award)



# 7.6 **Proactive Disclosure of Contracts with Former Public Servants**

By providing information on its status, with respect to being a former public servant in receipt of a <u>Public</u> <u>Service Superannuation Act</u> (PSSA) pension, the Contractor has agreed that this information will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports, in accordance with <u>Contracting Policy Notice: 2012-2</u> of the Treasury Board Secretariat of Canada.

#### 7.7 Payment

#### 7.7.1 Basis of Payment

In consideration of the Contractor satisfactorily completing all of its obligations under the Contract, the Contractor will be paid a firm unit price as specified in Annex B for a cost of \$ \_\_\_\_\_ (insert the amount at contract award). Customs duties are included and applicable taxes are extra.

Canada will not pay the Contractor for any design changes, modifications or interpretations of the Work, unless they have been approved, in writing, by the Contracting Authority before their incorporation into the Work.

### 7.7.2 Travel and Living Expenses - National Joint Council Travel Directive

The Contractor will be reimbursed its authorized travel and living expenses reasonably and properly incurred in the performance of the Work, at cost, without any allowance for profit and/or administrative overhead, in accordance with the meal, private vehicle and incidental expenses provided in Appendices B, C and D of the National Joint Council Travel Directive and with the other provisions of the directive referring to "travellers", rather than those referring to "employees".

All travel must have the prior authorization of the Project Authority.

All payments are subject to government audit.

Estimated Cost: \$ 5,000.00

#### 7.7.3 Time Verification

Time charged and the accuracy of the Contractor's time recording system are subject to verification by Canada, before or after payment is made to the Contractor. If verification is done after payment, the Contractor must repay any overpayment, at Canada's request.

#### 7.7.4 Monthly Payments

Canada will pay the Contractor on a monthly basis for work performed during the month covered by the invoice in accordance with the payment provisions of the Contract if:

- a. an accurate and complete invoice and any other documents required by the Contract have been submitted in accordance with the invoicing instructions provided in the Contract;
- b. all such documents have been verified by Canada;
- c. the Work performed has been accepted by Canada.



#### 7.8 Invoicing Instructions

1. The Contractor must submit invoices in accordance with the section entitled "Invoice Submission" of the general conditions. Invoices cannot be submitted until all work identified in the invoice is completed.

Each invoice must be supported by:

- a. a copy of time sheets to support the time claimed;
- b. a copy of the release document and any other documents as specified in the Contract;
- c. a copy of the invoices, receipts, vouchers for all direct expenses, and all travel and living expenses;
- d. a copy of the monthly progress report.
- 2. Invoices must be distributed as follows:
  - a. The original and one (1) copy must be forwarded to the address shown on page 1 of the Contract for certification and payment.

# 7.9 Certifications and Additional Information

#### 7.9.1 Compliance

Unless specified otherwise, the continuous compliance with the certifications provided by the Contractor in its bid or precedent to contract award, and the ongoing cooperation in providing additional information are conditions of the Contract and failure to comply will constitute the Contractor in default. Certifications are subject to verification by Canada during the entire period of the Contract.

#### 7.10 Applicable Laws

The Contract must be interpreted and governed, and the relations between the parties determined, by the laws in force in Ontario.

#### 7.11 **Priority of Documents**

If there is a discrepancy between the wording of any documents that appear on the list, the wording of the document that first appears on the list has priority over the wording of any document that subsequently appears on the list.

- (a) the Articles of Agreement;
- (b) the general conditions 2035 (2016-04-04);
- (c) Annex A, Statement of Work;
- (d) Annex B, Basis of Payment;
- (e) Annex C, Security Requirements Check List;
- (f) the Contractor's bid dated \_\_\_\_\_, (*insert date of bid*) (*If the bid was clarified or amended, insert at the time of contract award:*", as clarified on \_\_\_\_\_" **or** ",as amended on \_\_\_\_\_" and *insert date(s) of clarification(s) or amendment(s)*).



# 7.12. Procurement Ombudsman

#### 7.12.1 Dispute Resolution Services

The parties understand that the Procurement Ombudsman appointed pursuant to Subsection 22.1(1) of the *Department of Public Works and Government Services Act* will, on request, and consent of the parties, to participate in an alternative dispute resolution process to resolve any dispute between the parties respecting the interpretation or application of a term or condition of this contract and their consent to bear the cost of such process, provide to the parties a proposal for an alternative dispute resolution process to resolve their dispute.

The Office of the Procurement Ombudsman may be contacted by telephone at 1-866-734-5169 or by email at <u>boa-opo@boa-opo.gc.ca</u>.

#### 7.12.2 Contract Administration

The parties understand that the Procurement Ombudsman appointed pursuant to Subsection 22.1(1) of the Department of Public Works and Government Services Act will review a complaint filed by [the supplier or the contractor or the name of the entity awarded this contract] respecting administration of this contract if the requirements of Subsection 22.2(1) of the Department of Public Works and Government Services Act and Sections 15 and 16 of the Procurement Ombudsman Regulations have been met, and the interpretation and application of the terms and conditions and the scope of the work of this contract are not in dispute.

The Office of the Procurement Ombudsman may be contacted by telephone at 1-866-734-5169 or by e-mail at <u>boa-opo@boa-opo.gc.ca</u>.

# 7.13 Foreign Nationals (Canadian Contractor)

SACC Manual clause A2000C (2006-06-16) Foreign Nationals (Canadian Contractor)

#### 7.14 Insurance

The Contractor is responsible for deciding if insurance coverage is necessary to fulfill its obligation under the Contract and to ensure compliance with any applicable law. Any insurance acquired or maintained by the Contractor is at its own expense and for its own benefit and protection. It does not release the Contractor from or reduce its liability under the Contract.



## ANNEX "A"

#### STATEMENT OF WORK

Design, maintenance and delivery of customized training on using the internet as an intelligence tool (i.e. Online Open Source Intelligence gathering)

**OBJECTIVE**: To deliver customized training sessions as well as customize and maintain the session material.

#### BACKGROUND:

The Canadian Police College (CPC) is a centre for professional education for members of the Canadian and International policing community. The mission of the CPC is to establish a world-class standard of police education, by using systematic approach, in the analysis, design, development and evaluation of CPC learning programs.

Students attending these courses will not be limited to only RCMP officers. A large percentage of students will also be from Canadian and International law enforcement and Federal/Provincial agencies.

#### **DEFINITIONS:**

The following definitions are applicable for this Statement of Work (SOW).

BLENDED LEARNING: Classroom and Web-based training.

CALENDAR SESSION: A session in the CPC's course schedule.

COURSE: A course is defined as a structured learning event of one or more days of duration.

COURSE MAINTENANCE: Updating course content that meets changes in the TBS guides, directives or frameworks or in case of modifications or any changes that must be brought to the course.

CUSTOMIZED COURSE: A course that responds to CPC clients' requirements/needs.

CUSTOMIZED TRAINING SESSION: A training session that is developed to meet the learning outcomes identified by the project authority. A customized training session could be of a varying length from 1-2 hours to the delivery of a complete course.

COURSE DESIGN DOCUMENT: A document prepared by the project authority that sets out the course description, target audience, pre-course requirements, course duration, class size, certificate, delivery setting, logistical considerations, course outline including learning objectives, course evaluation and participant evaluation.

LESSON PLAN: A document prepared by the project authority that sets out the session's description, learning objectives, instructional strategies, list of lessons, estimated duration, method of assessment, required equipment and teaching staff required.

TCLI: Technological Crime Learning Institute of the Canadian Police College (CPC)



# **Description and Scope of Work**

The Technological Crime Learning Institute (TCLI) of the Canadian Police College requires the services of a contractor to provide facilitation and delivery of customized training sessions (services) in the area of using the internet as an intelligence tool (i.e. Online Open Source Intelligence gathering).

The total number of training session days in a calendar year can vary from 50 to 70 days. The contractor must ensure that they are sufficiently prepared and available to deliver these training sessions

# Tasks:

The work to be performed will consist of the following delivery activities involving (but not limited to):

- the design and development of the course content (i.e. session) for the subjects and learning outcomes that are provided by the project authority;
- working with the TCLI and CPC delivery team to ensure common focus, clarity of roles and expectations, and clarity of assignments;
- preparing for and delivering the customized training sessions according to the standards and requirements of the CPC and the provided Course Design Document and Lesson Plans;
- preparing for and delivering the customized training sessions, involving the conduct of different types of learning activities involving classroom-based learning, small learning groups, feedback coaching sessions, site visits, study tours, on-line facilitated training, simulations, conferences and seminars;
- optimizing the customized training session delivery processes, selecting the best focus, adapting
  processes, ensuring connections are made with purpose and other elements, ensuring flow of
  design, and structuring debriefs and learning opportunities;
- promoting participant focus, managing overall timing and breaks, ensuring that intense periods are followed by less intense processes, and testing to see if adjustments are called for;
- maintaining a pace that ensures that the participants are able to follow and understand the
  material, while staying on schedule, making adjustments to the flow, timing and focus on
  elements in order to optimize learning for the participants while maintaining the integrity of the
  course in which the customized training session is being delivered for;
- re-enforcing the key messages, values and goals underlying the customized training session, ensuring that the participants are connected with the session purpose, describing how processes inter-relate, making participants aware of where they are in the agenda, and tracking group energy;
- delivering the customized training session material as it is developed, in a balanced presentation blending both theory and practice, emphasizing practices in the presentation of the material and the surrounding discussions, emphasizing "real-world" problems, approaches and solutions over academic theory, engaging the audience and using practical examples that relate to the audience's work;
- demonstrating the effective use of questioning techniques to ensure the depth of dialogue and insight that will lead to the desired outcomes and reinforce the course's key messages;
- setting up the classroom: Setting up the classroom involves distributing to each participant supplies and pedagogical materials, setting up the computers and operating the audio visual aids and equipment and setting up tables and chairs if required;



 suggesting and incorporating modifications to the instructor's and participant's manuals if required and with the approval of the CPC Project Authority;

# **Course Content Objectives**

The contractor shall ensure that they have the capability to deliver the customized training session content objectives and learning outcomes listed in this section. In addition, the contractor shall use a variety of investigative tools (both commercial and open source) and techniques to deliver the training.

The customized training session's content objectives and learning outcomes may include, but is not limited to:

- the introduction to the Internet
- applying best practices when capturing open source evidence to prepare students for the potential scrutiny in criminal/civil courts (e.g. digital fingerprints, source downloading when possible)
- apply the intelligence analysis research process when searching the Internet;
- apply various search techniques to effectively search the web, including images, videos and mapping resources (GIS);
- search indexed and non-indexed web sites (e.g. deep web, dark web and government public records);
- describe the importance of being anonymous while gathering intelligence and potential techniques to remain anonymous;
- analyze and assess data that is collected as evidence
- describe Web 2.0 and its intricacies (e.g. social media);
- archive a website for offline viewing.
- crypto currencies
- include case studies as part of the learning process

# Additional Information

#### Work environment:

**Classroom delivery:** The classroom delivery services are to be performed at a location determined by the project authority within the National Capital Region (NCR). Training may be provided at locations outside of the NCR and will be determined by the project authority as needed.

#### Travel:

Travel expenses will not be reimbursed for travel to and within the National Capital Region (NCR).

# Hours of course delivery:

**Classroom delivery:** From 8:00 a.m. to 4:00 p.m. Any changes to the established hours of course delivery require the prior approval by the Project Authority. The Contractor shall be at the delivery location(s) at 7:30 a.m. at the latest, to greet the participants and set up the room. The duration of the classroom delivery is 7.0 hours.

#### Language Requirement:

The proposed resources must be able to communicate in English (oral, written and comprehension) and deliver the services required in English.



# Preparation time and other administrative fees:

CPC will not pay for any preparation time and administrative fees.

# **CPC's Obligations and Support**

Throughout the period of the Contract, the CPC' responsibilities will include:

- a) Provide qualified resource with copies of instructor and participant manuals.
- b) Make all logistical arrangements; room and equipment, printing of materials, confirmation of participants
- c) Liaise with the Contractor on matters and issues relating to management of the contract with the CPC and other issues as they may arise (i.e. level of satisfaction)
- d) Translation and edition of documents as required
- e) Any other assistance or support to be provided

# **Contractor's Obligations**

The Contractor and/or consultant will:

- a) Work in conjunction and close contact with CPC project authority.
- b) Be available and prepared to deliver modules according to the pre-defined course calendar, customized course, or customized training session to a maximum of 20 participants.
- c) Deliver according to the methodology described in the Course Design Document and Lesson Plan.
- d) Assign, review and grade a Team Research Report and Presentation if required.
- e) Submit completed instructor reports at the end of each course no later than 5 working days following the course offering.
- f) It is the responsibility of the Contractor to, at all times, conduct itself and to ensure the performance of its deployed resources in accordance with the terms and conditions of the resultant Contract in the completion of all work, and in the spirit of the values and ethics code for the public service. The Contractor is responsible for the quality and completeness of all work under the resultant Contract and submitted to CPC in fulfillment of all obligations.
- g) All course material and any additional developed course material is the shared property of the CPC and contractor and must not be used, divulged or reproduced for any purpose other than the work assigned by TCLI or agreed upon by both parties. All course material developed by the Contractor remains the property of the Contractor noting that the CPC and the course participants may retain copies of course material.

# **Cancellation Policy**

The Technological Crime Learning Institute will notify the Contractor in the event of cancellation five (5) working days prior to the course start time without incurring financial penalties.



# ANNEX "B"

# **BASIS OF PAYMENT**

The price of the bid will be evaluated in Canadian dollars, Applicable Taxes excluded, FOB destination, Canadian customs duties and excise taxes included.

#### Initial Contract Period

Contract Period	Description	Estimated Number of Course Days Per Year (A1)	Bidder's Proposed Firm All- Inclusive Per Diem Rate (B1)	Subtotal (A1xB1) (C1)
Contract award to July 31, 2019	Design, maintenance and delivery of customized training on using the internet as an intelligence tool (i.e. Online Open Source Intelligence gathering)	70	\$	\$
	ract Period (C1)	\$		

# **Optional Contract Periods**

Contract Periods	Description	Estimated Number of Course Days Per Year (A2)	Bidder's Proposed Firm All- Inclusive Per Diem Rate (B2)	Subtotal (A2 x B2) (C2)
Option Year 1	70	\$	\$	
	\$			

Contract Periods	Description	Estimated Number of Course Days Per Year (A3)	Bidder's Proposed Firm All- Inclusive Per Diem Rate (B3)	Subtotal (A3 x B3) (C3)	
Option Year 2	Design, maintenance and delivery of customized training on using the internet as an intelligence tool (i.e.	70	\$	\$	



e Open Source gence gathering)		
Total Price Opti	on Period 2 (C3)	\$

Total Bid Price for Evaluation Purposes Only	
Initial Contract Period + Option Periods (C1 + C2 + C3)	\$
Taxes	\$
Total Including Taxes	\$

Note: The inclusion of volumetric data in this document does not represent a commitment by Canada that Canada's future usage of the services described in the bid solicitation will be consistent with this data.

#### Travel and Living Expenses:

Travel expenses will not be reimbursed for travel to and within the National Capital Region (NCR). With the prior approval of the project authority, travel for courses to be held outside of the National Capital Region (NCR) will be covered.

#### **Disbursements:**

Disbursements (photocopying, office expenses, Telephone calls, etc.) are included in the above costs. All deliverables are FOB Destination, and Canadian Customs Duty included, where applicable.

#### Definition of a Day/Proration

A day is defined as 7.5 hours exclusive of meal breaks. Payment will be for days actually worked with no provision for annual leave, statutory holidays and sick leave. Time worked which is more or less than a day will be prorated to reflect actual time worked in accordance with the following formula:

#### (Hours worked × applicable firm per diem rate) ÷ 7.5 hours

- i. All proposed personnel must be available to work outside normal office hours during the duration of the Contract.
- ii. No overtime charges will be authorized under the Contract. All time worked will be compensated according to paragraph above.



# ANNEX "C"

## SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST

🛛 🌩 📔 Government Gouver of Canada du Can	nement ada	Security Classification	
PARTA-CONTRACTINFORMATION//P/ 1. Orginating Government Department or O	iganization /	RELATIVES À LA SÉCURITE (	LVERS) e / Direction générale ou Direction
Ministère ou organisme gouvernemental 3 a) Subcontract Number / Numero du cont	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	Canadian Police Co e and Address of Subcontractor / Nor	
4 Brief Description of Work / Breve descript To instruct, design various sessions on the Us		es and the Advanced Open source intellige	inde courses
5 a) Will the supplier require access to Cont Le fournisseur aura-t-il acces à des ma			Nc Yes
5 b) Will the supplier require access to uncl Regulations?	assified military technical data subject to nnées techniques militaires non classifi		Cantrol Ves Non Ves
6. Indicate the type of access required / Indi			
(Specify the level of access using the cr	auront-its accès à des renseignements i	ou à des biens PROTÉGES et/ou CL/	ASSIFIES?
		nt ils accès à des zones d'acces restri	bintes? L'accès
<ol> <li>c) Is this a commercial courier or delivery S'agit-if d'un contrat de messagerie ou</li> </ol>	requirement with no overnight storage? de ilvraison commercia e sans entrepoi		No Yes Non U
7 a) indicate the type of information that the	supplier will be required to access / Inc	liquer le type d'information auquel le l	ournisseur devra avoir acces
Canada	NATD / OTAN	Fo	reign / Étranger
7. bi Release restrictions / Restrictions relation			
No release restrictions Aucune restriction relative	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN	No release Aucune res a la diffusio	Inction relative
Not recessable A ne pas diffusor			
Restricted to: / Limite a Spacify country(les) / Preciser le(s) pays	Restricted to 7 Limite a . Specify country(les) 3 Precisi	er le(s) pays Specify cou	o / Limite a LLL] ntry(ies) / Preciser le(s) pays
		i i	
7 c) Level of information / Niveau d'information	NATO UNCLASSIFIED		D.4
PROTEGEA	NATO NON CLASSIFIE	PROTECT	
PROTECTED 8	NATO RESTRICTED	PROTECTE	
PROTEGE B	NATO DIFFUSION RESTRE		
PROTECTED C	NATO CONFIDENTIAL	PROTECTE	
	NATO CONFIDENTIEL NATO SECRET		
	NATO SECRET	CONFIDEN	
SECRET	COSMIC TOP SECRET	SECRET	
SECRET	COSMIC TRES SECRET	SECRET	
TCP SECRET		TOP SECRE	
TOP SECRET (SIGINT)		TRES SECR	
T85/SCT 359-103(2004/12)	Security Crassification / Class	sification de securite	Canadä
	The second	A PORT AND A REAL AND A	



					0	01111	220	53
[]¢[	Government of Canada	Gouverne du Ganac			the second s	ontraci Numper		Corrigat
					Security	Classification / C	lassification	de securté
	nunued) / PARTIE						and the second	
Le fournise If Yes, indi	pplier require acces seur aura-t-il accès icate the level of ser mative, indiquer le	à des renseigr nsitivity	TED and/or CLASSIFIED C ternents ou a des biens CO	COMSEC info MSEC desig	rmation or assets? nes PROTEGÉS e	21/00 CLASSIFIÉS	57	No Yes Non Ou
9 Will the su	pplier require acces	s to extremely	sensitive INFOSEC information information information information in the sense information information in the sense information in the sense information in the sense in the s	ation or asse OSEC de na	ts? lure extrêmement	délicate?		No Yes
Shori Title Document	(s) of material / Titre Number / Numero d	(s) abrégé(s)	du matériel					
PARTE PE	RSONNEL (SUPPL	IER) / PARTIE	B PERSONNEL (FOURI ed / Niveau de contrôle de la	NISSEUR)				ALPEN CALINE STATE CON
	RELIABILITY ST	ATUS		L F	SECRET		TOP SEC	
	TOP SECRET-S		NATO CONFIDE	ENTIAL	NATO SECRI		COSMIC	TOP SECRET TRES SECRET
-	SITE ACCESS ACCÉS AUX EM	PLACEMENT	5					l
	Special comment Commentaires sp	s péciaux <u>F</u>	ALLITY ACC	ESS.	IWIT	HESC	OPT	7.1.
		levels of screet	ning are identified, a Security aux de contrôle de sécurité :	y Classification	n Guide must be pr	onded		
	screened personnel	be used for po	prtions of the work? e peut-il se voir confier des p			ication de la secu	rne doit eire	No Yes Non Our
If Yes, v Dans l'a	mil unscreened person firmative, le person	ionnel be esco inel en questio	ned? in sera-1-il escorté?					No Yes Non Oui
	IEGUARDS (SUPP ON / ASSETS /		ECOMESURES DEPROT	ECTION (FO	URNISSEUR)			
premise	157		d store PROTECTED and/o					No Yes
Le fourn CLASSI	isseur sera-t-il tenu FIÉS?	de recevoir el	d'entreposer sui place des	renseigneme	ents ou des biens l	PROTÉGÉS evoi	i	
11 b) Will the Le fourn	supplier be required isseur sera-t-il tenu	l to safeguard d de proteger de	COMSEC information or ass as renseignements ou des b	sels? tiens COMSE	EC ?			No Ves Non Ou
PRODUCTIO	N							
Les insta	the supplier's site or	premises?	ur and/or modification) of PR( s à la production (fabrication					✓ No Yes Non Oui
INFORMATIO	N TECHNOLOGY (I	T) MEDIA /	SUPPORT RELATIF A LA 1	TECHNOLOG	SIE DE L'INFORM	ATION (TI)		
Le fournis	on or data? sseur sera-t-il tenu di	utiliser ses prop	eins to electronically process pres systèmes informatiques S et/ou CLASSIFIÉS?					No Yes Non Oui
11 e) Will there Disposera gouverne	a-t-on d un hen electr	between the su onique entre le	upplier's IT systems and the g système informatique du fou	government d umisseur et ce	epartment or agent elui du ministere ou	cy? de l'agence		No Yes Non Oui
TBS/SCT 350	-103(2004/12)		Security Classification	n / Classificat	ion de sécurité			~
								Canada



Gov of C	ana	da		du Canad	a				Sec	Class		ST(	Clas	sification de s	écurite	
Reference of the second states of the second states of the second states of the second	eting es jui ri egar eting utilis	the emp de r the ater	forn lisse requi forn urs q	n manually us nt le formulair s aux installat n online (via l	e manuel ons du fo he interne Te formul	llement d burnisseur 1), the su laire en lij	oivent utilise mmary chart gne (par Inte	r le tableau réi is automatical	apilulalil Iy popula nses aux	ci-dessou led by you questions	is po	ur ini	diqua	o previous que	ie catégor estions	ie les
Calegory Calégorie		DTECT CTEC			ASSIFIED LASSIFIE			NATO						COMSEC		
	A	6	c	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECART	TOP SECRET TRES SECRET	NATO PESTRICTED NATO DIFFUS C'N RESTREMTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRES		E		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SCORT	TOP SECRET TRES SECRET
Ismation / Assels enseignements / Biens roduction		_	-				HED INCINIE			SECRET		-			-	
Media / uppon T/ Link / en éléctron que			-								-	F	-			
<ul> <li>a) is the description of the second se</li></ul>	this the n de nention a this	ava s fo cla atio assc s fo	n vis rm b ssifi curil n att. ciée rm b	é par la prése y annotating er la présent té + au haut e ached to this 5 à la présente y annotating	the LVER the top a formulalit t au bas SRCL be I LVERS s the top a	S est-eile ind botto re en Ind du formu PROTEC era-1-elle	de nature Pl m in the are iquant le niv laire. TED and/or C PROTÉGÉE	ROTÉGÉE eV a entitled "Se eau de sécur cLASSIFIED? eVou CLASS	DU CLAS Curity Cl ité dans FIÉE?	assificati la case in	titulé	be	ndic	[ ate with	No Non Non Non	

2

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de securite

# Canadă



# Annex "D" – Evaluation Criteria

**Bidder Instructions:** The Bidder is requested to respond to the Evaluation Criteria using the table format below.

The bidder must make clear references to the candidates' curriculum vitae (CV) or résumé for each stated claim in the contractor's response (where applicable). Complete details demonstrating how a Bidder meets each Evaluation Criteria must be provided, including reference to where, when and how experience was obtained and how it relates to each requirement.

#### Mandatory Requirements:

At bid closing time, the Bidder must:

- a) Comply with the following Mandatory Requirements; and,
- b) Provide the necessary documentation to support compliance.

Any bid which fails to meet the following Mandatory Requirements will be considered non-responsive and will not be given further consideration. Each requirement should be addressed separately.

	#:	Mandatory Requirement:	MET (Yes/No):	Justitication
М	1	The bidder must propose two resources that demonstrate having a minimum of two (2) years experience within the last five (5) years in the design and development of course content on the subject of using the internet as an intelligence tool (ie. Open source intelligence gathering).		
м	2	The bidder must propose two resources that demonstrate a minimum of two (2) years experience within the last five (5) years conducting course facilitations, course delivery and the evaluations of courses and students.		

#### RATED REQUIREMENTS

Each Technical Bid that meets all the Mandatory Requirements specified above will be evaluated and scored in accordance with the following point-rated evaluation criteria.

Point Rated Technical Criteria (RT) and Scores		Required Minimum Number of Points	Maximum Number of Points	
R1	Delivering training to Policing and or non-policing organizations	0	20	
R2	Development of course content, delivery/implementation, and evaluation of course/participant experience.	0	30	
R3	Recent experience in course training delivery on the subject of using the internet as an intelligence tool.	0	20	
R4	Experience conducting course facilitations, course delivery and the evaluations of courses and students.	0	12	
Minimum / Maximum Overall Score		58	82	



#:	Rated Requirement:	Max Score	Score	Substantiating Detail (Explanation)
R1	<ul> <li>The bidder should propose two resources that have demonstrated experience in course training delivery provided to:</li> <li>Public and or Private Sector (non-policing environment) – 5 points per project</li> <li>Policing and or law enforcement environment – 10 points per project</li> <li>Bidders should submit a maximum of four projects.</li> <li>For each course training delivery, the Offeror should provide a project summary for the proposed resources identified in M1.</li> <li>The following information must, as a minimum be provided: <ol> <li>Project Name and/or Number</li> <li>Name of Client Organization</li> <li>Start and End Date of Project (mm/yy to mm/yy)</li> </ol> </li> <li>Brief description of the scope of the project and the work performed.</li> </ul>	20 points		
R2	<ul> <li>The bidder should propose two resources that have demonstrated experience in course training delivery in the following capabilities:</li> <li>Development of course content – 1 point, 5 points max per proposed resource.</li> <li>Delivery/Implementation – 1 point, 5 points max per proposed resource.</li> <li>Evaluation (Course/Participant) – 1 point, 5 points max per proposed resource.</li> <li>Bidders should submit a maximum of five projects per proposed resource</li> <li>For each course training delivery, the Offeror should provide a project summary for the proposed resources identified in M1.</li> <li>The following information must, as a minimum be provided:     <ul> <li>4. Project Name and/or Number</li> </ul> </li> </ul>	30 points		



	<ul> <li>5. Name of Client Organization</li> <li>6. Start and End Date of Project (mm/yy to mm/yy)</li> <li>Brief description of the scope of the project and the</li> </ul>			
	work performed. The bidder should propose two resources that have			
R3	demonstrated experience in course training delivery on the subject of using the internet as an intelligence tool (ie. Open source intelligence gathering) completed within the last:			
	Recent within the last year – 5 points per proposed resource. Over 1 year to 2 years – 4 points per proposed resource. Over 2 years to 3 years – 3 point per proposed resource. Over 3 years to 4 years – 2 point per proposed resource. Over 4 years to 5 years – 1 point per proposed resource. More than 5 years – 0 points Bidders should submit a maximum of two projects per proposed resource	20 points		
R4	The bidder should propose two resources that demonstrate experience conducting course facilitations, course delivery and the evaluations of courses and students above and beyond that of Mandatory requirement M2 within the last 5 years. (2 points for every year of experience over the mandatory 2 years to a maximum of 6 points per resource)	12 points		
Total	Total Points Available		2	
Total Points Required / Total Score = Minimum of 70%		58		=%